

Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église CIASE

ANNEXE 3 REPÈRES CHRONOLOGIQUES SUR LE RESPECT DE LA PERSONNE DE L'ENFANT

Document établi par Jean-Pierre Rosenczveig,
magistrat honoraire, membre de la CIASE

Quelques dates charnières Vers le respect de la personne de l'enfant			
Année	Disposition civile	Apport	Dans l'Église
Période : années 1950 L'enfant bien familial – le droit à l'éducation par la famille – La puissance paternelle			
1945	Ord. 2 février sur l'enfance délinquante Ord. 8 février 1945 : art. 331CP : Modification de l'âge au-dessous duquel toute relation sexuelle avec un mineur est punie la réclusion : porté à 15 ans Art. 332 : peine de 6 mois à 3ans pour tout acte impudique sur personne de moins de 21 ans	Affirmation du droit de l'enfant à l'éducation (l'enfant objet) Petit à petit les institutions se détachent des maisons de correction	
1958	Création de l'assistance éducative (art. 375 et s. CC)	Révolution dans la justice des mineurs : intervenir sur l'enfance en danger... pour prévenir la délinquance	
1959	20 nov. 2° Déclaration de l'ONU des droits de l'enfant après 1924 SDN	Texte non contraignant (logique 1924)	
Période : 1968 et années 1970 La liberté affichée et détournée par les adultes. La société patriarcale desserre son étau sur les femmes et les enfants.			
1968	« Il est interdit d'interdire » Chacun doit jouir de ses libertés, l'enfant de sa sexualité Le « Mouvement des Cent » sur les droits des enfants		
1970	Loi sur l'autorité parentale	De la puissance paternelle à l'autorité parentale	
1974	Loi du 5 juillet Abaissement de la majorité civile à 18 ans Conséquence sur droit pénal	Impréparation	

Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église CIASE

1977	<p>Début travail sur chapitre sexualité de la commission de révision du Code pénal de 1810</p> <p>Deux tribunes dans Libération et Le Monde dans la perspective du procès de Versailles pour décriminaliser – pas dépénaliser – les relations adultes non violentes</p>	<p>Débat lancé pour mettre à jour notre droit présenté trop strict à l'encontre des adultes</p>	
1979	<p>ONU : Année internationale des droits de l'enfant : coup d'envoi vers une Convention internationale</p> <p>France : Rapport Bianco-Lamy sur l'ASE</p>	<p>Enfants et parents oubliés par l'ASE et dans l'ASE</p>	
<p>Période : années 1980</p> <p>L'enfant est une personne, avec des droits et des devoirs, et le premier des droits est celui d'être protégé. Les différentes étapes des violences à enfants dans et hors les institutions : la prise de conscience au fil du temps des différentes formes de maltraitance.</p>			
1980	<p>23 décembre 1980 Loi sur le viol et certaines attentats aux mœurs</p> <p>Attentat à la pudeur aggravé sur personne du même sexe abrogé</p> <p>Attentat à la pudeur sans violence sur mineur de 15 ans décriminalisé</p> <p>Création du délit d'attentat à la pudeur sur personne de plus de 15 ans par ascendant ou personnes ayant autorité</p> <p>Droit des associations de défense des victimes</p>	<p>On passe d'une législation de conquête de liberté à un droit de protection contre les « prédateurs »</p> <p>« La honte doit changer de camp »</p>	
1981	<p>Décembre Loi « Majorité sexuelle » à 15 ans (amendement J.-P. Michel)</p> <p>Rapport P. Strauss (AFIREM) sur les maltraitance à enfants</p> <p>Yvette Roudy (Droits des femmes)</p>	<p>L'enfant de 15 ans est a priori libre de ses relations sexuelles.</p> <p>Début de reconnaissance de l'homosexualité</p> <p>La France secouée sur la maltraitance alors qu'elle pensait être protectrice</p> <p>La France s'éveille sur les violences sexuelles faites aux femmes</p>	

Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église CIASE

1982-1983	<p>Affaire du petit David, l'enfant du placard 1^{re} Circulaire interministérielle et 4 circulaires d'application</p> <p>Affaire du Coral. Circulaire sur les lieux de vie</p> <p>Travaux publics sur l'inceste (départements 74 et 93)</p> <p>Loi 4 août dépenalisant tout acte homosexuel avec mineur de 18 ans (art. 331 al 2 CP)</p>	<p>La France se réveille brutalement sur l'enfance maltraitée physiquement et on amorce l'idée qu'on peut « abuser » de la liberté sexuelle des enfants</p> <p>Mais sciemment l'inceste n'est pas abordé dans l'acte politique qu'est la circulaire</p>	
1984	<p>Loi sociale de décentralisation</p> <p>6 juin Loi Dufoix sur les droits des enfants dans leurs rapports avec l'ASE</p>	« Le droit entre dans le social »	
1985	Circulaire Barzach sur les violences sexuelles	Un discours public sur les violences sexuelles	
1989	<p>10 juillet: loi sur la prévention de la maltraitance à enfants et sur la protection de l'enfance sur rapport Barrot</p> <p>Grande Bretagne: « Children Act » pour enfants maltraités Circulaire Aubry sur violences institutionnelles après Livre Tomkiewicz et Vivet « Aimer mal châtier bien »)</p> <p>20 nov. Adoption Convention internationale relative aux droits de l'enfant: un traité multinational quasi universellement ratifié (sauf USA). Entre en application en France en septembre 1990</p> <p>Campagne internationale d'ECPAT contre le tourisme sexuel</p>	<p>Concept de maltraitance introduit dans la loi Barrot du 10 juillet 1989 Le Président du Conseil départemental, coordonnateur Allongement de la prescription pour les crimes sur mineurs</p> <p>Nouvelle étape: les violences institutionnelles</p> <p>Premier texte international contraignant liant les États L'enfant consacré comme une personne à part entière à l'échelle de la planète</p> <p>L'exploitation sexuelle est « un crime contre l'humanité » Bâtonnier Petitti (Paris)</p>	<p>Premières affaires pédophilie dans l'Église aux USA. En 1985, rapport de 2 prêtres dont Thomas Patrick Doyle, sur mineurs commis par des membres du clergé aux États-Unis. Le document est envoyé aux évêques américains. Ses conclusions ne sont pas suivies par la conférence épiscopale américaine</p>
Période : années 1990			
1990	G. Matzneff interpellé par la seule D. Bombardier à « Apostrophe »	La sexualité de l'adulte à quel prix ! Le prédateur se pavane et fait sourire. Il assume de permettre aux adolescents de vivre leur sexualité	

Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église CIASE

1993			<p>La commission épiscopale des États-Unis crée une commission pour lutter contre les abus sexuels dans l'Église</p> <p>Jean-Paul II crée une commission pour améliorer les procédures de jugement canoniques dans les affaires d'abus sexuels</p>
1994	Nouveau code pénal	<p>On quitte l'attentat à la pudeur avec ou sans violence de 1810</p> <p>La trilogie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Viol - Autres agressions sexuelles - Atteinte sexuelle <p>Début d'une grande instabilité sur les incriminations (15 lois) et sur la prescription (9 lois)... à partir des faits divers et non d'une rationalité politique</p>	<p>Des procès très médiatisés, comme celui, en 1993, du prêtre Edward Pipala – condamné pour des viols commis sur une dizaine de jeunes garçons – contribuent à donner la parole aux victimes. La conférence épiscopale des États-Unis crée une commission pour lutter contre les abus sexuels dans l'Église</p> <p>Jean Paul II crée une commission d'étude pour améliorer les procédures de jugements canoniques ds affaires d'abus sexuels. Le pape approuve ces lignes directrices, sur une base expérimentale en 1994</p>
1995	La Cour de cassation reconnaît le viol conjugal Affaires de pédophilie dans l'Église et dans l'Éducation nationale	La femme mariée s'appartient	Le cardinal Hans Hermann Groër, archevêque de Vienne, est accusé d'abus sexuels par deux de ses anciens élèves
1996	Affaire Dutroux	Un choc profond en France et en Belgique	
1997	26 août Circulaire É. Nat. sur les violences sexuelles et l'obligation de signaler au parquet (S. Royal)		
1998	17 juin Loi dite Guigou sur la prévention et la répression des violences sexuelles et la protection de l'enfance	<p>La protection pénale de l'enfant victime d'infractions</p> <p>Poursuites contre le tourisme sexuel</p> <p>Dispositions sur la prescription mineurs</p> <p>Montée de la justice restaurative</p> <p>Montée de la mémoire traumatique</p> <p>Expression de la parole des victimes</p>	<p>Procès de l'abbé Bissey et M^{re} Pican</p> <p>« À propos de la pédophilie » par M^{me} Thiel</p>

Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église CIASE

Période : depuis 2000			
Les droits des enfants victimes			
2000	<p>Commission Fabius sur les droits de l'enfant</p> <p>Création du Défenseur des enfants</p>	<p>Fondu en 2002 dans le Défenseur des Droits</p>	<p>Assemblée plénière des évêques de France conf. Échappé</p> <p>Création du Comité consultatif en matière d'abus sexuels sur mineurs</p> <p>Guide Lalanne</p> <p>Au début des années 2000, une dizaine de prêtres et religieux sont mis en examen dans des affaires de pédophilie. L'abbé René Bissey est condamné en 2000 à 18 ans de réclusion criminelle pour viol.</p> <p><i>Motu proprio</i> « Sacramentorum sanctitatis tutela » de Jean-Paul II</p>
2001			<p>M^{gr} Pican condamné à 3 mois de prison avec sursis pour non dénonciation.</p>
2002	<p>2 février Loi sociale et médicosociale sur les droits des personnes accueillies en institution</p>		<p>Jean-Paul II convoque les cardinaux américains. L'Église catholique américaine rédige une Charte pour la protection des enfants et des jeunes, Prise de conscience Brochure « Lutter contre la pédophilie »</p>
2004	<p>9 mars nouvelle loi sur la prescription crie sur mineur (20 ans)</p>		
2005			<p>Fin du Comité consultatif</p>
2006	<p>4 avril Loi sur viol entre époux et allongement de la prescription pour violence sur mineurs</p>		<p>Début travaux d'enquête sur les Violences sexuelles dans l'Église d'Irlande</p>
2007	<p>5 mars Loi Bas sur la protection de l'enfance La justice pénale centrée sur les victimes (N. Sarkozy)</p>	<p>La protection de l'enfance Le droit des victimes Emergence publique du débat sur la mémoire traumatique</p>	
2008	<p>Recommandation Conseil de l'Europe pour une condamnation des châtiments corporels</p>		

Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église CIASE

2010	8 février loi sur l'inceste annulée par le C.C. en 2011		Évêques irlandais convoqués au Vatican pour se repentir Lettre de Benoît XVI aux Évêques d'Irlande Publication de la Congrégation pour la doctrine de la Foi Premières mesures pour « gérer le problème » : on s'aligne sur circulaire Royal de 1997
2012			Travaux autour des « Directives pour le traitement des abus sexuels » du Vatican
2013	17 mai Loi sur le mariage de deux personnes du même sexe	Consécration de l'adoption par deux personnes du même sexe	Installation d'une cellule de Veille Création de la commission pontificale pour la protection des mineurs
2014	Janvier Rapport « De nouveaux droits pour les enfants ? Oui » Articulation Éducation Nat. – Justice Loi « Autorité Parentale et intérêt de l'enfant » votée Ass. Nationale sans être transmise au Sénat	Abandonné pour cause de débat consécutif à la loi du 17 mai 2013 (« Mariage pour tous ») Impossibilité de passer de l'autorité parentale – le pouvoir sur – à la responsabilité – les obligations à l'égard de l'enfant	Création d'une commission d'appel pour les prêtres mis en cause
2015		L'association <i>La parole libérée</i> est créée	Fév. Prise de position du pape François Poursuites contre M. Preynat Directive BO n° 60 CEF Début d'un intérêt pour les victimes
2016	14 mars Loi dite Loi Rossignol reprenant notamment les dispositions sur la qualification aggravante de rapports incestueux complétée en 2018 Déc. Amendement condamnant des châtiments corporels	Création du Conseil national de protection de l'enfance	Avril Déclaration du Conseil permanent Installation d'une déléguée de la CEF Groupes de parole Juin Proprio motu « Comme une mère aimante » Novembre Ass. Plénière des évêques : demande de pardon Travail engagé sur les conséquences financières Déc. Nouvelle « ratio fundamentalis »

Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église CIASE

2017	<p>26 janv. Annulation par le Conseil constitutionnel (cavalier) de l'interdiction des châtimets corporels</p> <p>27 février Loi portant réforme de la prescription en matière pénale. Rapport sur les prescriptions concernant les victimes enfants Affaires de Pontoise et de Melun (relance du débat sur le consentement d'enfant de 11 ans)</p>	<p>Allongement de tous les délais de droit commun</p>	<p>Mars Ass. Plénière : témoignages et échanges avec les victimes</p> <p>Août <i>Lettre au peuple de Dieu</i> du pape François</p>
2018	<p>3 août Loi Schiappa renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes</p> <p>Plan interministériel sur violence à enfants Arrêté sur violences dans les institutions</p> <p>Mouvement #MeToo</p>	<p>Un rendez-vous manqué sur l'objectivisation des faits</p>	<p>Voyage du pape François en Irlande</p> <p>Création de la CIASE</p>
2019	<p>10 juillet loi relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires</p> <p>28 déc. Loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (condamnation des châtimets corporels et retrait de l'autorité parentale). Le parquet de Paris lance d'initiative des enquêtes sur des violences sexuelles, y compris sur faits prescrits. Le Conseil constitutionnel consacre la valeur constitutionnelle de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3 CIDE)</p>	<p>On efface les mots « châtimets corporels » de la loi 10 ans après la recommandation du Conseil de l'Europe</p> <p>La France est en 28^e position en Europe</p>	<p>Février Rencontre des présidents des Conférences épiscopales nationales à Rome</p> <p>Mai <i>Motu proprio</i> « Vous êtes la Lumière du monde »</p>
2020	<p>« Le consentement » de V. Springora</p>	<p>Débat sur le consentement</p>	<p>M^{gr} Barbarin relaxé pour non-dénonciation</p>
2021	<p>Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Durand-Mathieu)</p> <p>« La familia grande » de Camille Kouchner</p> <p>Loi 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste.</p>	<p>L'inceste – l'emprise sexuelle familiale – enfin au cœur du débat.</p> <p>Affirme l'interdit criminel de relations adulte/enfant (15 ans)</p> <p>Prescription glissante</p>	